

Vincent Dubois, avec Clément Bastien, Audrey Freyermuth et Kevin Matz (2012), *Le Politique, l'artiste et le gestionnaire. (Re)configurations locales et (dé)politisation de la culture*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, coll. « Champ social ».

**Compte-rendu par Loïc Lafargue de Grangeneuve paru dans
Gouvernement et action publique, 2012, n° 4, p. 161-164.**

Treize ans après son maître ouvrage *La politique culturelle. Genèse d'une catégorie d'intervention publique* (qui vient d'être réédité en poche), Vincent Dubois publie un nouveau livre ambitieux sur les politiques culturelles, conjointement avec trois jeunes chercheurs. L'ambition apparaît dans le sous-titre – un peu compliqué : il s'agit d'analyser l'évolution de la place du politique (politics) dans les politiques culturelles locales, en France, des années 1960 à nos jours. Or, celle-ci a été affectée par des mutations considérables, que la situation contemporaine marquée par un discours gestionnaire a tendance à faire oublier, et que l'ouvrage a le mérite de rappeler.

Aujourd'hui, il s'avère en effet délicat pour des élus locaux d'affirmer leur volonté d'intervenir personnellement dans le champ artistique et culturel, au risque de voir les artistes dénoncer l'instrumentalisation dont ils seraient victimes et revendiquer un principe de liberté artistique quasi absolu. Pour autant, il n'en a pas toujours été ainsi, et la perspective sociohistorique de l'ouvrage met en lumière un basculement qui peut schématiquement être résumé en trois étapes :

- dans les années 1960, à l'ère du « tout est politique », le culturel est nécessairement politique : les politiques culturelles locales naissantes sont le résultat d'une alliance entre élus et artistes qui se considèrent avant tout comme des porteurs de messages politiques, dans un contexte de foisonnement militant ;
- les années 1980 sont celles de

l'institutionnalisation des politiques culturelles locales, et notamment de leur « municipalisation » : les collectivités locales investissent fortement dans la culture et leurs dépenses culturelles sont plus élevées que celles de l'État ;

- depuis les années 2000, les « arènes » culturelles locales sont fortement dépolitisées, au point d'aboutir à une situation quasiment inverse de l'époque des années 1960. Dans un contexte de crise des finances publiques, la raréfaction des crédits destinés à l'art et la culture conduit le plus souvent les élus à défendre une vision gestionnaire de leur politique culturelle ; en conséquence, artistes et responsables d'équipements évitent de multiplier les revendications et ont plutôt tendance à délaisser le débat public local.

Pour retracer cette évolution paradoxale, les auteurs ont choisi de multiplier les points de vue et d'effectuer une série d'enquêtes très diverses (par leur objet ou par la période retenue), chacune permettant de donner un éclairage précis sur les mutations de l'administration politique locale de la culture. Cette méthodologie, déjà en partie à l'œuvre dans *La Politique culturelle*, fait en outre l'objet d'un développement spécifique à la fin de l'ouvrage sur la question de « l'analyse localisée ».

Le premier chapitre est ainsi consacré à une association aujourd'hui méconnue qui a pourtant joué un rôle essentiel dans l'apparition des politiques culturelles locales : la Fédération nationale des centres culturels communaux (FNCCC). Sa fondation en 1960 constitue en quelque

sorte le miroir de la création du ministère des Affaires culturelles en 1959. Fédération d'élus locaux avant tout, elle revendique rapidement le rôle d'un contre-pouvoir du tout jeune ministère, car elle n'est pas reconnue comme une interlocutrice légitime par celui-ci. Néanmoins, ses membres entendent représenter un « parlement culturel » (p. 29), une sorte de politique culturelle « par le bas » qui s'oppose à celle menée par le ministère. Même si le succès de cette entreprise apparaît assez limité, il est intéressant d'observer que la co-construction des politiques culturelles locales aurait pu être totalement différente de celle qui a finalement eu cours.

Dans le deuxième chapitre, Vincent Dubois étudie l'évolution des rapports entre art et politique dans une ville communiste de la banlieue lyonnaise, de 1950 à la fin des années 1980. Les décennies 1950 et 1960 constituent l'apogée de la politisation municipale de la culture : culture ouvrière, culture populaire et culture communiste s'entremêlent et sont célébrées par la ville. Les années 1970 sont une période de « relégation conflictuelle du politique » (p. 61) dans le champ culturel local : on assiste en effet à la professionnalisation des acteurs culturels locaux qui revendiquent une forme d'autonomie du secteur artistique vis-à-vis des orientations politiques municipales. Ce processus est achevé dans les années 1980 : les élus ont intériorisé cette séparation, si bien que les professionnels du secteur réinvestissent le politique mais sous une forme symbolique et abstraite, loin des clivages politiques locaux. À bien des égards, ce cycle est tout à fait représentatif de ce qui a pu se passer dans de nombreuses municipalités, même si la spécificité des politiques culturelles des villes communistes doit être soulignée.

Le chapitre trois est parfaitement complémentaire du précédent puisqu'il est consacré à une autre ville de banlieue de

gauche, mais avec cette fois une focalisation sur les militants culturels. Dans les années 1960, ces militants sont des membres des « nouvelles classes moyennes » (enseignants, techniciens...) qui s'investissent localement dans des projets porteurs d'utopie. D'une certaine manière, ce sont eux qui mènent la gauche au « pouvoir local » à la faveur d'un engagement associatif qui est indissociablement politique et culturel, au sens le plus large du terme. Mais la professionnalisation fait son effet, et le culturel se retrouve progressivement « désencastré » (p. 94), il devient un secteur d'action publique comme un autre, dont les militants d'alors se désinvestissent durablement.

Dans le quatrième chapitre, Vincent Dubois et Kévin Matz se penchent sur une série d'affaires, c'est-à-dire de polémiques qui font suite à des décisions controversées prises par des élus locaux en matière artistique et culturelle ; une cinquantaine d'affaires qui ont eu lieu entre 1995 et 2008 sont étudiées. Ce qui compte ici, ce n'est pas tant l'objet des polémiques proprement dit, mais plutôt ce qu'elles révèlent de l'évolution des relations entre élus locaux et acteurs culturels pendant cette période : or, comme le soulignent les auteurs, « c'est moins la couleur politique en elle-même qui joue un rôle déclencheur de la politisation que l'état des rapports de forces qui conduit les acteurs à engager ce processus pour affirmer une marque partisane et, plus largement, une position politique » (p. 110). Ainsi, les élus de droite peuvent être à l'origine d'une affaire pour marquer leur différence, par exemple, suite à une alternance municipale. Il est également intéressant de noter que les professionnels de la culture qui subissent une décision telle qu'une baisse des subventions affichent souvent une « posture victimaire » (p. 122), généralement relayée par les médias sur le mode « menace sur la liberté d'expression », ce qui aboutit à une forme de « politisation négative » (p. 128) des

politiques culturelles.

Le cinquième chapitre est axé sur l'intercommunalité culturelle. L'étude menée par Audrey Freyermuth en Alsace en 2010 met en évidence la faiblesse de cette intercommunalité culturelle, qui est bien loin de constituer le véritable espace politique de la décision culturelle publique, même si cela pourrait sembler pertinent au regard de la territorialisation des pratiques culturelles. Les élus municipaux entendent en effet garder la main sur leurs prérogatives en matière artistique qui symbolisent fortement leur action, et le gain politique de l'intercommunalité culturelle leur paraît limité.

Dans le chapitre six, Kévin Matz interroge les liens entre politiques culturelles et développement économique local. Pour autant, il ne s'agit pas d'évaluer empiriquement la contribution éventuelle du culturel au développement économique ; tout au contraire, l'auteur cherche à mettre en évidence les origines et la diffusion de ce nouveau credo, selon lequel l'investissement culturel produirait inévitablement de la richesse économique. Ainsi, certains théoriciens sont toujours cités, tel Richard Florida et son concept de classe créative ; de même, certaines villes sont immanquablement évoquées, au premier rang desquelles « l'effet Bilbao » et son musée Guggenheim. Or, Kévin Matz souligne l'absence totale de réflexion proprement politique dans ce discours contemporain sur la dimension économique des politiques culturelles, comme si cette finalité économique ne pouvait que faire consensus et impliquait une forme de « neutralisation » politique définitive.

Le septième et dernier chapitre est consacré au mécénat culturel local. Clément Bastien a réalisé une étude en Alsace qui montre la faiblesse de ce type de mécénat, malgré l'attitude volontariste de certains acteurs culturels publics en la

matière. À l'échelle régionale, il n'existe pas véritablement de réseau d'entrepreneurs mécènes, et les cas concrets de mécénat culturel relèvent plutôt de relations interpersonnelles entre certains entrepreneurs et des artistes. On est donc bien loin de l'image d'entreprises prêtes à prendre le relais d'un financement public de la culture en diminution.

L'ouvrage présente donc des terrains d'analyse extrêmement variés, mais dont l'unité ne fait aucun doute. À la période utopique et volontariste des débuts succède ainsi un moment certes plus « désenchanté », plus gestionnaire, des politiques culturelles locales. Cependant, certains aspects du sujet auraient sans doute mérité une analyse plus précise ; si la variable partisane fait l'objet de plusieurs développements, on aurait apprécié d'en savoir plus sur le clivage droite/gauche : par exemple, il semblerait judicieux d'étudier, sur la période considérée, les politiques culturelles menées dans les très grandes villes françaises, d'autant que certaines ont connu au moins une alternance (Paris, Lyon, Marseille, Strasbourg...) et d'autres non (Lille, Bordeaux...). Pour une grande ville, comment caractériser une politique culturelle de droite – et une politique culturelle de gauche ? De plus, si les affinités entre la gauche et la culture sont plus marquées, quid des artistes qui travaillent dans une ville durablement gouvernée par la droite ? L'ouvrage ne répond pas vraiment à ces questions.

L'absence de comparaison internationale est également préjudiciable. Certes, la comparaison en matière culturelle est particulièrement délicate, tant les spécificités sont fortes et les organisations administratives disparates. Mais on aurait aimé avoir quelques éléments de contexte issus de pays européens similaires (Allemagne, Espagne, Royaume-Uni...) : observe-t-on le même processus historique

de politisation et dépolitisation de la culture ? Les artistes d'aujourd'hui y sont-ils aussi défiants vis-à-vis des pouvoirs locaux ?

Malgré ceci, cet ouvrage donne un éclairage tout à fait pertinent sur les politiques culturelles contemporaines. D'une certaine façon, la croyance dans le pouvoir de la culture est toujours aussi

forte, même si un déplacement a eu lieu : l'idée que l'art et la culture peuvent changer le monde persiste, sous une autre forme, en l'occurrence en contribuant au développement économique par exemple. Si les élus municipaux n'interviennent plus du tout de la même manière dans les affaires culturelles locales, leurs attentes quant aux fonctions sociales des politiques culturelles locales demeurent très élevées.